

POINT FORT

Des états généraux pour définir le métier d'acteur humanitaire

| FORMATION | Les 26 et 27 octobre prochains, les principaux acteurs internationaux de l'action humanitaire se retrouveront à Genève

Cette réunion organisée par le Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire fait le point sur les défis actuels de la profession

«Aujourd'hui, il ne suffit plus d'être un bon administrateur ou un bon médecin pour travailler dans l'humanitaire. Il faut aussi être capable de prendre des décisions stratégiques et sécuritaires, en tenant compte de facteurs géopolitiques, médiatiques et militaires autrement plus complexes qu'auparavant.» Plus de vingt ans passés dans l'humanitaire, dont deux mandats à la tête de MSF international, ont convaincu Doris Schopper de la nécessité de renforcer la formation pour répondre à ce changement de paradigme. Directrice du Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire (Cerah) depuis juillet dernier, elle a donc décidé de convoquer à Genève des états généraux de l'humanitaire, en réunissant pour la première fois tous les acteurs académiques dans ce domaine et les principales organisations humanitaires. Explications sur les enjeux de cette réunion, qui aura lieu les 26 et 27 octobre prochains.

Qu'est-ce qui fait que le travail des acteurs humanitaires est devenu beaucoup plus complexe qu'il y a vingt ans?

Doris Schopper: Il y a eu deux césures. La première est la chute du mur de Berlin, en 1989. La Guerre froide entretenait des conflits très typés, où les fronts étaient clairement définis. On savait à qui s'adresser pour négocier, même dans les cas de guérillas. Aujourd'hui, l'environnement est beaucoup plus volatil. La deuxième césure, encore plus importante, est le 11 septembre 2001. La guerre contre le terrorisme a, en effet, engendré une perversion de l'aide humanitaire, dont les conséquences sont catastrophiques.

Dans quel sens?

On assiste à une utilisation de l'humanitaire à des fins militaires. Des travailleurs humanitaires, payés par les parties belligères, sont intégrés aux missions d'une armée. On a vu apparaître ce phénomène de manière flagrante avec les guerres en

Irak et en Afghanistan. Par ailleurs, les militaires eux-mêmes se mettent à faire de l'humanitaire. On comprend bien la nature de la perversion à l'œuvre dans ce système.

Qu'est-ce que cela change sur le terrain?

Un travailleur humanitaire n'est crédible que s'il est perçu comme étant neutre. Dès le moment où il y a la moindre trace de collusion avec l'une des parties en conflit, cette neutralité est mise en péril. Or, aujourd'hui, les populations sont très bien informées. Dans un village en Afghanistan, on sait parfaitement qui est financé par qui. Un amalgame délétère s'est donc mis en place. Conséquence, il y a aussi plus d'attaques contre le personnel humanitaire.

Comment la formation s'est-elle adaptée à cette évolution?

On a progressé depuis quinze ans, mais on est encore très loin d'absorber les besoins des dizaines de milliers de travailleurs humanitaires qui partent chaque année sur le terrain. Il est certain que la formation académique est primordiale, car elle per-

met de prendre une certaine hauteur pour affronter cette complexité. Mais c'est un travail de longue haleine.

Quel devrait être le profil d'un acteur humanitaire aujourd'hui?

La réunion que nous organisons a précisément pour objectif de répondre à cette question. Pour cela, il faut d'abord mieux connaître les besoins des acteurs sur place, raison pour laquelle nous avons sollicité la présence des organisations humanitaires. Il s'agit ensuite de déterminer ce que nous autres acteurs académiques avons à offrir, quelles sont nos spécialisations et nos complémentarités. J'aimerais qu'au terme de cette réunion, nous ayons pu définir un noyau de compétences académiques que tout acteur humanitaire devrait posséder, que ce soit dans le domaine juridique, géopolitique, etc. La discussion devrait également aborder les défis qui nous attendent ces prochaines décennies.

Quels sont ces défis?

On sait qu'en raison de l'usage abusif de l'environnement et des changements climatiques, les catastrophes humanitaires vont se multiplier. On

va assister à d'énormes problèmes de déplacements de populations et de pénuries en eau potable. On connaît aussi les catastrophes qui se profilent du point de vue médical: résistance aux antibiotiques et antiparasitaires rendant le traitement de certaines maladies, comme la malaria et la tuberculose, très difficile; pandémies globales dont nous avons eu un avant-goût avec le SRAS ou la grippe aviaire; augmentation des maladies chroniques, en sus des maladies infectieuses.

Les Etats sont-ils prêts à s'investir financièrement pour prévenir ces catastrophes?

Il y a deux problèmes liés au financement. La quantité: va-t-on réussir à maintenir le niveau actuel dans le contexte de la crise financière? Et la provenance des fonds: le versement d'argent aux organisations humanitaires est de plus en plus souvent assorti de conditions imposées par les donateurs, ce qui met en péril la neutralité de l'action humanitaire. Seules les grandes organisations comme MSF ou le CICR parviennent à garder leur indépendance.

Six axes de spécialisation pour assurer le développement du Cerah

Le Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire, dont les bureaux sont situés à quelques encablures du siège de l'ONU, de MSF et du CICR, accueille chaque année une trentaine d'étudiants, venus pour l'essentiel des pays du Sud, l'action humanitaire étant de plus en plus l'affaire d'organisations implantées à proximité des zones de crise. Pour Doris Schopper, le Centre offre actuellement une très bonne formation généraliste, qui demande à être complétée par des axes de spécialisation, en lien avec les forces déjà existantes à l'UNIGE. La nouvelle directrice en recense six:

- La prévention et la gestion des catastrophes naturelles (en collaboration avec l'enseignement en évaluation et management des risques géologiques et liés au climat (CERG-C), une entité de la Faculté des sciences).
- Le droit international humanitaire (en collaboration

avec l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains).

- La santé (en lien avec les compétences déjà existantes à la Faculté de médecine et aux HUG).
- Le management, avec un accent sur l'analyse des besoins, les ressources humaines et la gestion de projets.
- Les relations avec les médias, la communication et l'information (en collaboration avec le master en sciences de la communication, des médias et du journalisme de la Faculté des SES).
- La recherche sur l'humanitaire, avec deux angles privilégiés: l'étude de problématiques sociologiques, médicales ou juridiques dans le contexte humanitaire, et l'étude de l'action humanitaire.

www.cerahgeneve.ch



Consultation dans un camp de réfugiés somaliens à Dadaab (Kenya), le 21 juillet 2011. Photo: B. Bannon/MSF

Somalie: chronique d'une famine annoncée

| CRISE HUMANITAIRE | Face à l'impuissance de la communauté internationale à éviter la catastrophe qui se profile dans la Corne de l'Afrique, Doris Schopper dénonce les travers de «l'aide humanitaire sparadrap»

Les ONG et les agences onusiennes ont tiré la sonnette d'alarme dès le début de l'été. Quatre mois plus tard, force est de constater que la communauté internationale n'a pas su prendre les mesures adéquates pour prévenir ce qui s'apparente de plus en plus à la pire famine qu'ait connue la Corne de l'Afrique depuis les années 1980. Actuellement, 750 000 Somaliens seraient en danger de mort, en l'absence d'intervention d'urgence. Des dizaines de milliers de personnes sont déjà mortes, dont la moitié sont des enfants, rapporte le Centre d'analyse pour la sécurité alimentaire de l'ONU (FSNAU).

MANQUE DE RÉACTION

Pour Doris Schopper, directrice du Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire, le manque de réaction de la communauté internationale face à cette catastrophe illustre le travers de l'«aide humanitaire sparadrap», telle qu'elle se pratique de plus en plus: «On sait parfaitement que s'il y avait eu un soutien sur place suffisamment tôt, on aurait pu éviter cette famine. Au

lieu d'intervenir lorsque les gens sont encore dans des conditions où ils peuvent faire des investissements à moyen terme, dans l'achat d'un nouveau cheptel d'animaux, par exemple, on attend qu'ils parviennent à une situation de détresse telle qu'ils quittent leurs habitations et perdent entièrement leur cadre de vie.»

LE POIDS DES IMAGES

En cause: le manque de courage politique lorsque les caméras de télévision se désintéressent d'un problème. «Il est beaucoup plus aisé pour la FAO de réunir des donateurs autour d'une table lorsque les écrans diffusent des images difficilement soutenables», constate Doris Schopper.

La situation est particulièrement préoccupante en Somalie, en l'absence d'un pouvoir central. Mais le même phénomène se produit depuis des décennies au Niger, avec des famines cycliques, prévisibles et pourtant chaque fois répétées. Pour Doris Schopper, ce fonctionnement irrationnel qui consiste à attendre qu'une situation soit devenue incontrôlable pour intervenir dénote surtout un manque d'intérêt de l'opinion publique pour certaines populations: «En Somalie, il n'y a pas de gouvernement national pour s'intéresser au sort de sa population. Qui d'autre va le faire?»

L'Union européenne a récemment annoncé le déblocage d'une aide de 5,67 millions d'euros. Le

gouvernement français a, pour sa part, décidé de doubler sa contribution à hauteur de 10 millions d'euros. Des sommes importantes, qu'il convient toutefois de placer dans le contexte financier global. A titre de comparaison, l'ONG américaine Global Financial Integrity évalue dans son rapport 2011 à 8,4 milliards de dollars la fuite illicite de capitaux hors d'Ethiopie pour la période 1990-2008 (197 milliards de dollars pour l'ensemble des capitaux évadés des 48 pays les plus pauvres de la planète durant cette même période).

SAUVER LES BANQUES PLUTÔT QUE DES VIES

De toute évidence, il est plus facile à un gouvernement de recapitaliser une banque que d'intervenir pour sauver des dizaines de milliers de vies. Pour l'ancienne présidente de MSF, le constat est amer: «On voit des Etats tomber en faillite, d'autres couper drastiquement dans leurs budgets. Parallèlement, des fortunes colossales s'accumulent en mains privées, et créent ensuite des fondations pour faire du bien dans le monde. Par ce biais, l'action humanitaire échappe de plus en plus à tout contrôle.»

Au point que le fondateur de Microsoft, Bill Gates, qui investit des sommes énormes dans la santé, notamment pour la lutte contre la malaria, est aujourd'hui un acteur quasiment aussi puissant que l'OMS. Sauf qu'il n'a de comptes à rendre à personne. ■